

HAÏTI

nouvelles
images d'

EDITORIAL

novembre 2009 - n°81

Et si durable ne rimaît pas forcément avec sommes considérables ? Et si déchets, ordures, fatras ne disaient plus pollution, maladies, misère mais nettoyage organisé, recyclage productif ? Il y en a qui ne veulent plus regarder avec envie et fatalisme les gros moyens dont disposent les pays à technologie avancée et qui se sont dit qu'il y a moyen. Moyen de ne pas copier mais de trouver des solutions à leur portée.

L'exemple que nous présentons aujourd'hui en est la preuve. Réalisé à Cité Soleil, cette zone à la réputation si terrifiante, il repose sur de petits moyens, et grâce à cela justement, il a une chance de pérennité, d'adaptabilité et de reproductibilité. Mais il n'est pas le seul. Un autre projet fait parler de lui aujourd'hui, car il doit représenter Haïti à la compétition World Challenge (<http://www.theworldchallenge.co.uk>). Un vote doit désigner parmi vingt pays en lice le meilleur petit projet innovant de l'année pour la protection de l'environnement. Nous espérons en reparler dans un prochain numéro.

Et si une des solutions venait des déchets ?

La problématique des déchets urbains apparaît souvent comme chose simple et banale faisant partie intégrante du quotidien de chacun et pour lequel chacun croit avoir une solution simple à apporter. C'est sans doute pour cette raison que les habitants des pays en développement se demandent toujours pourquoi les déchets restent ingérables dans leur pays. En effet, comment expliquer qu'en dépit de discours, de prises de position pour la santé, pour l'environnement et l'hygiène, aucune solution satisfaisante n'ait été trouvée ? Comment se fait-il que malgré les nombreuses mobilisations, malgré les investissements privés, malgré les services municipaux et ceux de l'État, personne n'ait réussi à maîtriser la gestion des déchets ? Les déchets solides ou liquides seraient-ils ingérables au Sud ?

La prise de conscience de l'importance de l'environnement et de la recherche d'un développement durable lors de grands sommets internationaux (à l'exemple du sommet de Rio en 92 et de sa forte médiatisation) ont permis de

repositionner la question des déchets au centre des préoccupations.

De même que dans les autres pays du Sud, le problème des déchets trouve son origine dans la pauvreté conduisant à l'exode rural et à l'érection anarchique de bidonvilles. Et comme de plus en plus de filles et fils de la campagne accèdent à l'éducation par les écoles des villes, ils sont de plus en plus nombreux s'éloigner de leurs terres d'origine.

La spécificité haïtienne

Les problèmes du «mal développement» sont immenses : paupérisation grandissante des paysans avec, comme conséquence, la «bidonvilisation» des villes et surtout de Port-au-Prince, l'épuisement des ressources naturelles, la malnutrition, l'écart béant entre les riches (souvent très riches) et les pauvres (terriblement pauvres !), les proportions inquiétantes de candidats à l'expatriation, la faillite des modèles importés, avec des «solutions» inadaptées, venues d'ailleurs. L'Haïti de la douleur, c'est tout cela.

Avec une population estimée à plus de 2 millions d'habitants en 2009, un taux d'accroissement d'environ 2% chaque année et une production d'ordures journalière estimée à 1200 tonnes par jour, la région métropolitaine de Port-au-Prince se trouve aujourd'hui noyée dans les difficultés, notamment celle de la gestion des déchets ménagers. Environ 500 tonnes de ces ordures arrivent quotidiennement sur le site de Truitier, décharge non contrôlée, proche de la mer et entourée de bidonvilles. Il n'est pas rare d'observer les habitants déposer leurs ordures dans les drains et les caniveaux ou dans les terrains vagues, provoquant ainsi l'obstruction des canalisations et la création de dépôts sauvages. La matière organique contenue dans ces déchets est le siège de processus de biodégradation conduisant à la production de biogaz et de lixiviats¹.

L'impact de ces derniers sur l'environnement et la santé publique est de plus en plus mis en évidence par l'apparition de maladies, par la dégradation des écosystèmes terrestres et aquatiques qui se traduit, en général, par la fuite, la mort ou la prolifération de certaines espèces. Selon une étude de 1999, près d'un quart des décès recensés à Port-au-Prince est d'origine inconnue. Tout porte à croire que l'atmosphère pestilentielle en est l'une des causes majeures. Cette situation est encore aggravée par la quasi-inexistence de fosses septiques dans la plupart des quartiers précaires. L'excès de pollution entraîne le mécontentement de la population, qui refuse souvent d'adhérer à la filière de collecte et de payer la redevance, menaçant ainsi la pérennité du système et aussi la cohésion sociale du quartier.

Les Haïtiens ne baissent pas les bras pour autant. Pour preuve, l'association l'Athlétique d'Haïti est créée, il y a quinze ans, par Bob Duval, propriétaire d'une entreprise de matériaux industriels. Il consacre une partie de sa fortune à fonder 5 centres de formation, dont 2 à Cité Soleil. Les centres accueillent quotidiennement 1300 enfants auxquels sont assurés 3 heures de cours, un repas, une après-midi de sport bien encadré et une douche. Le terrain est grand et l'association, soutenue par l'ensemble des industriels de la zone, située entre l'aéroport et Cité Soleil, est un élément de paix sociale.

Un bémol : après 19 ans, les ados ne sont plus accueillis dans les centres. Dans une recherche d'activités rémunératrice, l'Athlétique d'Haïti s'est donc engagée dans la gestion des déchets à Cité Soleil, donnant ainsi des emplois à plusieurs de «ses enfants».

La question des déchets est gravissime en Haïti et à Cité Soleil en particulier. Jean Pierre Denis de Nantes, a proposé le traitement des déchets comme une action possible. L'idée a été reprise par L'INSA² de Lyon et présentée à la Coopération française. C'est ainsi que Jean Christophe Fernandes, doctorant à l'INSA et à l'Université Kiskeya, vient de passer une

année à travailler avec l'Athlétique d'Haïti à la création d'un centre de traitement des déchets. Il s'agit de recycler ce qui peut l'être puis de vendre les produits issus du processus de valorisation : briquettes de papier/carton utilisés comme combustible, matériaux de construction à partir de sachets plastiques. Il s'agit également de composter la matière organique et d'utiliser ou de vendre le compost pour des cultures maraîchères. Ouvert depuis le 18 mai dernier, le premier centre de tri de Bois Neuf traite, chaque jour, les déchets de 20000 habitants du quartier. Une vingtaine de personnes sont actuellement employées sur le site pour assurer le tri, la logistique, la valorisation des déchets non fermentescibles, l'animation dans le quartier et le gardiennage.

Le cas de Cité Soleil

La commune de Cité Soleil est un cas d'école. Bidonville le plus peuplé et le plus dense de la zone métropolitaine de Port au Prince, Cité Soleil compte parmi les quartiers les plus défavorisés des Amériques. En 25 ans, l'exode rural a fait passer la population de Cité Soleil de 50 000 à 400 000 habitants. Conséquences inévitables d'un mode de vie urbain, plusieurs centaines de tonnes de déchets sont générés chaque jour. Ces ordures finissent, dans le meilleur des cas, à la décharge et, dans le pire, dans la mer, dans les fleuves ou abandonnées dans les rues. Si seulement ce n'était qu'inesthétique! Bien pire, cela favorise la prolifération d'infections et de maladies dans les zones les plus pauvres. Pour de nombreux habitants du bidonville, l'achat de médicaments constitue l'un des premiers postes de dépenses.

Parmi les problèmes que pose la bidonvilisation anarchique de la zone et son intensification, ces dernières années, celui des déchets est, de loin, celui qui attire le moins les personnes désirant s'engager pour une cause. Mais les Haïtiens – ceux de l'intérieur comme ceux de l'outre-mer – ne baissent pas les bras pour autant. Bob Duval et son association «l'Athlétique d'Haïti». Il ont décidé, comme de nombreux anonymes, de faire chavirer malè («chavirer le malheur»). Et heureusement, après avoir connu de longues périodes de violences, le bidonville revient au calme depuis le début de l'année 2007, il est donc moins difficile d'y travailler.

Faire résolument le bon choix.

L'approche décentralisée et utilisant, de la meilleure façon possible, une main-d'œuvre abondante, semble parfaitement adaptée à la situation haïtienne. Malheureusement, la plupart des institutions, qu'elles soient locales ou internationales ne jurent que par la construction de gigantesques usines de traitements automatisés telles qu'on les voit en Europe ou aux États Unis. Comme les capitaux nécessaires à de tels projets sont aussi colossaux que rares en Haïti, si l'on doit compter sur eux, les déchets de Port-au-Prince attendront et continueront de polluer. Le site de Truitier (voir plus haut), par exemple, continuera à présenter une menace grave pour la nappe phréatique

¹ Liquide très polluant exsudant des ordures

²Institut National des Sciences Appliquées

L'Athlétique d'Haïti espère donc arriver à fonctionner en autosuffisance par la revente des produits issus des déchets, à multiplier l'expérience à travers l'ensemble du bidonville en prouvant ainsi la viabilité du modèle.

Rien que pour Cité Soleil, il faudrait 25 centres de ce genre pour gérer à 95% le problème des déchets. Ils permettraient, en outre, la création de plus de 500 emplois dans le bidonville participant ainsi au maintien de l'équilibre social. L'investissement est faible, les procédés ne faisant appel à aucune technicité particulière. La construction du centre de

Bois Neuf a été initiée avec 5000 \$. Il suffirait donc d'investir un peu plus de 100.000 \$ pour répondre de manière durable, à la problématique des déchets dans l'un des quartiers les plus pauvres et les plus dangereux des Amériques. Un coût dérisoire compte tenu des sommes pharaoniques engagées en Haïti, le pays au monde qui reçoit le plus d'argent par « l'aide internationale ». De toute façon, une grande question se pose, il faudrait savoir comment reproduire ce genre d'actions dans des zones où il n'y a pas concentration de riches industriels.

L'ACTUALITE DU MOIS

Nouveau gouvernement

Vendredi 30 octobre 2009, la première ministre, Michèle Duvivier Pierre-Louis a été destituée par le Sénat via un vote de censure contre son gouvernement. Cette motion est tombée suite à l'accusation par plusieurs sénateurs d'une mauvaise gestion d'un fonds d'urgence de 197 millions de dollars accordés par le gouvernement vénézuélien au gouvernement haïtien.

Le président René Préval, a désigné quelques heures après sa destitution le ministre de la planification du gouvernement sortant, Jean-Max Bellerive, pour être le prochain chef du gouvernement. Celui-ci a obtenu l'aval de la Chambre des députés et le Sénat en énonçant sa déclaration de Politique Générale le 11 novembre. Le Premier ministre, qui annonce un changement d'approche par rapport au précédent gouvernement, est entré en fonction le 12 novembre en compagnie de son cabinet. Le nouveau gouvernement est ainsi constitué de 11 ministres sortants de l'ancien gouvernement et 7 nouvelles personnalités.

Parlementaires, membres de partis politiques et d'organisations sociales parlent d'un « bouillon réchauffé » qui serait une mise en place spéciale de la présidence pour les élections municipales, législatives et présidentielles 2010.

Education

Pour faire face à la crise qui agite l'enseignement supérieur public depuis mai 2009, l'Exécutif haïtien devrait accorder une rallonge budgétaire pour restaurer une vie normale à l'Université d'Etat d'Haïti (Ueh): la mise en place d'une cafétéria universitaire, le paiement d'arriérés de salaires (500 millions de gourdes) pour environ 10,000 professeurs du secteur public, la disponibilité de moyens de transport et l'implantation de dortoirs pour étudiants...

En ce qui concerne l'école fondamentale (6 à 15 ans) seulement 1 7% des enseignants ont suivi une formation initiale, 90% des 1 6000 écoles du pays ne bénéficient d'aucun appui pédagogique, 92% des écoles élémentaires (6 à 11 ans) appartiennent au secteur privé. En outre, l'école étant payante, on estime que 375000 enfants de 6 à 11 ans ne sont pas

scolarisés. Face à ces besoin, un plan de formation initiale des maîtres de l'enseignement primaire se met actuellement en place, qui doit former 2500 maîtres chaque année – formation en un an et 2 ans de suivi sur le terrain.

Justice

Pour 2008-2009, plus de 46 millions de gourdes (1 euro = 64 gourdes) ont été injectés dans le système judiciaire national, mais cela n'a pas suffi à faire réduire le taux de détention préventive prolongé, estimé à 71% sur le territoire national, ni à endiguer l'augmentation des cas de violences faites aux femmes pour les 6 premiers mois de 2009. L'organisation de promotion et de défense des droits des femmes, Solidarite fanm ayisyèn (Sofa), recommande à l'État de prendre des dispositions de dépénalisation de l'avortement, d'engager l'action publique contre les auteurs de cas de violence faite aux femmes, et de mettre à la disposition des victimes, des ressources humaines et financières pour les accompagner dans leurs démarches auprès de la justice.

Agriculture

Les paysans haïtiens ont organisé marche et pétition contre la culture de la jatropha qui risque de signer la mort de la paysannerie et d'accroître la dépendance du pays vis-à-vis des produits importés par sa compétition avec les cultures vivrières nationales. Les promoteurs de la culture de jatropha (en Haïtien gwo metsiyen), avancent qu'il y aurait assez de terres marginales disponibles pour produire, à partir de la jatropha, assez d'énergie pour couvrir les besoins du pays, ce que démentent les paysans. Cultivé dans plusieurs pays, notamment au Brésil et au Madagascar, le jatropha, dit « l'or vert », est considéré comme une source d'énergie alternative aux propriétés voisines de celles du gazole (diesel).

Relations internationales

Ce 13 octobre 2009, le Conseil de sécurité des Nations-Unies a renouvelé, pour un an, le mandat de la Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation en Haïti (Minustah).

Objectif

Electriciens sans frontières a pour objet de conduire ou de participer à des actions de solidarité internationale qui utilisent l'accès à l'électricité et/ou à l'eau comme levier de développement. Ces actions mobilisent les adhérents d'Electriciens sans frontières qui apportent à la fois leurs compétences et leur volonté de s'engager collectivement au bénéfice de populations démunies et au service du Développement Durable.

Projets en Haïti :

Education et vie sociale à Grand-Plaine : Grand Plaine - Gros Morne : Soutien à l'association AOG pour l'éclairage de plusieurs places publiques et de 3 centres d'alphabétisation dans des zones isolés.

Irrigation à Savane Carrée: Mise en place de petits périmètres irrigués pour développer les cultures vivrières toute l'année et donner aux paysans les moyens d'une économie locale avec AOG.

Post urgence: Formation des scouts haïtiens à la pratique de la remise en état d'installations électriques simples.

Radio communautaire :

'Radio Makandal' à Jérémie et Radio Soyet' : Soutien aux associations locales et à la communauté paysanne pour l'aide au développement. Action d'Electriciens Sans Frontières dans le domaine énergétique.

Soutien à l'hôpital de la Vallée de Jacmel :

Renforcement de l'installation électrique de l'hôpital pour pouvoir accueillir de jour comme de nuit les patients de la communauté, avec CODEVA

Centre Hospitalier Universitaire de Port au Prince : Diagnostic électrique

Projets à venir pour Electriciens Sans Frontières :

Caracol: Points d'éclairage public à l'aide de lampadaires solaires avec associations locales.

Gros Morne: Eclairage de la place public avec lampadaires scolaires avec AOG

Le Môle saint Nicolas: Eclairage public et conservation du poisson avec MOTION

Coordonnées

Electriciens Sans Frontières, Hubert Pasquier

7 impasse de Boëdic 56860 Séné

02 97 66 96 92 / hubert.pasquier@orange.fr

HAÏTI EN FRANCE : AGENDA

- ✓ 19 novembre, Tassin La Demi-Lune (69) : **Lecture des ouvrages de Dany Laferrière**, à 14:30 à l'Atrium
- ✓ 21 Novembre, Rennes (35) : Le Collectif Haïti de France et le **Collectif 35 des Amis d'Haïti** vous aux **3èmes rencontres des Associations franco-haïtiennes** du Grand-Ouest sur le principe d'une journée conviviale d'information et d'échanges. Lieu : Lycée Jeanne d'Arc, 61 rue la Fontaine, de 9h à 22h30 : Interventions, Ateliers, débats et projections vidéos sont au programme. Contact : lagadec@orange.fr
- ✓ 5 décembre, Donnneville (31) : La **Fondation Max Cadet d'Haïti** organise une rencontre autour des amis d'Haïti à 18 heures à la Maison Familiale Rurale « le Château » 31450 Donnneville. Programme : Restitution des derniers passages en Haïti, Assemblée Générale et repas composé des apports de tous. Contact : fr.cadet@yahoo.fr.
- ✓ 5 décembre, Paris : **Assemblée Générale** de l'association membre du CHF **Alpha Haïti**. Invité : Reynold Henrys sur « Etre interprète pour les Haïtiens en France ». Lieu 20 rue des Tanneries, 75013. De 18h à 20h.

(Pour l'actualité d'Haïti en France, nous soumettre des dates, rendez-vous sur www.collectif-haiti.fr, rubrique Agenda)

LE COLLECTIF HAITI DE FRANCE - CHF**Agriculture en Haïti, Migration en France, le lien ?**

Le CHF ainsi que les ONG de l'Espace de Partenariat Franco-Haïtien (CCFD, AVSF, MDM, AFVP, Défi, Solidarité Laïque, l'Appel, le GREF etc.) vous invite à une conférence débat sur le thème « Agriculture en Haïti, Migration en France, le lien ? ». En présence de Marc Dufumier, agronome, il s'agira d'aller au-delà des idées préconçues, de faire un état des lieux de la situation agricole en Haïti et de la migration haïtienne en France, d'étudier des rapports de causes à effets possibles et de faire se rencontrer acteurs du développement et acteurs des droits des étrangers en France.

Mercredi 25 novembre de 17h30 à 21h, Espace Louise Michel, 42 rue des Cascades, 75020 Paris.

Accords de réadmission ou chantage à l'expulsion? Haïti s'invite au débat

Le CHF travaille depuis quelques mois avec le réseau MIGREUROP* sur la question des accords de réadmission en Europe. Le CHF va ainsi parler de la campagne de mobilisation citoyenne contre les accords de réadmission franco-haïtien lors d'une journée internationale organisée par MIGREUROP le vendredi 27 novembre, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris. Inscription obligatoire: contact@migreurop.org

*Migreurop : Réseau européen dont l'objectif est de faire connaître la généralisation de l'enfermement des étrangers dépourvus de titre de séjour et la multiplication des camps, dispositif au coeur de la politique migratoire de l'Union européenne.

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél : 01 43 48 31 78

contact@collectif-haiti.fr / www.collectif-haiti.fr